

LE VAR ROUGE

**Les Varois et le socialisme de la fin de la
première guerre mondiale au milieu
des années 1930**

Par Jacques GIRAULT

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris Nord

Cet ouvrage (1) constitue la partie politique du texte de ma thèse (2) de doctorat d'Etat soutenue le 24 février 1990, jour du cent quarante-deuxième anniversaire de la proclamation de la Seconde République, date bien symbolique pour un tel sujet ! Ce tournant de l'histoire française, marqué notamment par l'instauration du suffrage universel, se traduit dans maintes régions par l'affirmation des idéaux républicains qui par la suite se perpétuent. Pour le Var, notamment, cette République ouvre la voie et quand le Coup d'Etat du 2 décembre 1851 met fin à l'espoir, les paysans prennent leurs fusils et se lèvent pour défendre ce qu'ils appellent "la bonne". Dès lors, les Rouges comme ils se dénomment, se confondent avec tout ce qui peut être avancé politiquement, tout ce qui peut être proche du peuple, des petits. Ils se révèlent en soutenant Clemenceau, en défendant leurs productions, comme ces vigneron de 1907, en balayant la droite aux élections législatives de 1924 avec la liste soutenue par l'hebdomadaire Le Var Rouge. Quand le mouvement ouvrier se développe, socialistes puis communistes reprennent ce drapeau. Quand ils tirent dans le même sens, sous le Front populaire puis dans la Résistance, ces militants rouges se retrouvent au premier plan. Mais dans ce travail, il s'agit du Var rouge des années 1920-1930.

Toute recherche a une histoire. Il faut en situer les grandes inflexions. Car le travail de l'historien ne peut être linéaire ; il connaît des rebondissements, conséquences de la découverte de nouvelles sources, conséquences aussi de nouvelles questions qui apparaissent au fur et à mesure de la recherche. L'historien travaille forcément lentement. Pour ce qui concerne cet ouvrage, vingt-sept années séparent les premières recherches de la publication d'aujourd'hui !

• Les grandes étapes du travail.

Les recherches commencèrent dans le cadre d'une thèse de troisième cycle déposée en novembre 1968 sous le titre "Le Front populaire dans le Var" sous la direction de Jacques Droz. Parallèlement, j'entamais d'autres recherches pour une thèse de doctorat d'Etat portant sur les structures sociales françaises et l'implantation du communisme (parti, électorat) en France 1920-1939 sous la direction de Pierre Vilar. Je partageais mon temps de recherche en d'eux, pendant les vacances, le Var, le reste de l'année, la France. Tout avançait bien.

La problématique était identique : il s'agissait d'étudier la vie politique dans son rapport avec l'ensemble de la société et notamment les mouvements sociaux :

- Ici le cadre départemental limitait l'approche. La motivation s'imposait : le chercheur, Varois d'origine, voulait comprendre ce moment fort de l'unité ouvrière où, ensemble, communistes et socialistes l'emportaient.

- Là, l'intérêt pour l'histoire du communisme permettait de s'engager dans une nouvelle voie de recherche, celle de son insertion dans la société française.

(1) Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, 861 p.

(2) Les Varois et le socialisme 1920-1935, Université de Paris I, 2 870 p., sous la direction de Maurice Agulhon.

Dans les deux cas, les sources étaient riches :

- dans le Var, le directeur des Archives départementales, Jean-Jacques Letrait trouvait fort contestable la frilosité du milieu des archives vis-à-vis de l'histoire contemporaine. Il venait de classer les archives de la série M et en connaissait la richesse. Il me facilita la consultation de l'ensemble. S'ajoutaient les autres sources, notamment la presse, et les encouragements très vifs des militants et des organisations qui avaient fait ce mouvement ;

- pour l'étude française, la documentation devenait abordable et les dérogations permettaient de consulter les archives de l'entre-deux-guerres. Ces sources étaient enrichies par le retour annoncé sous forme de microfilms des archives de la section française de l'Internationale communiste.

Au début des années 1970, alors que la thèse de troisième cycle était pratiquement achevée, je décidais de remettre l'ouvrage sur le métier pour plusieurs raisons :

- des raisons universitaires,

- des raisons éthiques, un engagement moral implicite me liait aux directeurs des Archives départementales. Ils m'avaient largement aidé en me communiquant des "archives interdites", pour reprendre le titre récent d'un ouvrage bien injuste à l'égard des responsables des archives. Je ne pouvais trahir leur confiance en livrant trop tôt les résultats obtenus ;

- des exigences scientifiques. Etudier comme je le faisais la question à partir du début des années 1930 ne me permettait pas de comprendre et de faire comprendre la nature profonde du camp démocratique varois, ses variantes locales. Pour saisir les raisons du succès de 1936, il me fallait assimiler son évolution depuis le début du siècle. En fin de compte, l'émergence rapide du communisme dans le Var à partir du milieu des années 1930 ne pouvait s'expliquer qu'à partir d'une connaissance des structures politiques profondes du département et de toutes les constituantes de ce qui devenait le Var rouge ;

- des curiosités personnelles. J'avais, dans ma période de formation à La Seyne, rencontré dans cette ville à municipalité communiste, des rapports singuliers entre forces de gauche, faits de haines profondes se confondant avec des comportements identiques. La réalité du département semblait aussi riche de situations énigmatiques qu'il fallait décrypter ;

- enfin le travail en parallèle de rédaction des notices de militants accroissait ma perplexité. Ne retenir que ceux répondant aux critères étroits déterminés pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français empêchait de rendre compte de la prolifération des engagements et du rôle de ceux qui avaient occupé de petites responsabilités ou appartenu à d'autres organisations (les cercles, les coopératives par exemple).

Je décidais donc de faire de mon travail sur le Var l'objet de mes recherches principales, de m'enfoncer dans le local, dans la vie d'environ cinq mille militants ou de celle des organisations constitutives du Var rouge.

D'où le paradoxe, voire même le gâchis : je connais le plus parfaitement possible le communisme, le syndicalisme, la coopération, les instituteurs, la vie du département entre 1934 et 1939, et je n'en ai presque rien dit pour centrer mon travail sur le socialisme jusqu'à la scission de 1933. Bref, d'autres publications dévoileront, si les circonstances le permettent, ces zones d'ombre !

• Ce que les termes d'un titre veulent dire.

Les Varois, tout d'abord, constituent l'ensemble des habitants de toutes les communes du Var, mais avant tout le peuple, les couches populaires. L'accent est mis sur la notion d'identité : "Varois", c'est-à-dire qui se sent habitant du Var, d'où la mise entre parenthèses de deux groupes sociaux, les militaires, les étrangers, sauf quand ils deviennent Français, et avant tout Varois. J'ai voulu connaître la vie politique des couches populaires qui laissent peu de traces.

Le socialisme regroupe l'étude des idéologies, des hommes, des mouvements (et avant tout le Parti socialiste S.F.I.O.). S'ajoute aussi l'attention soutenue au phénomène très large de conscience et de sensibilités, de comportements, de mentalités, qui se confond souvent pour le Var avec l'expression "rouge", mais qui refuse le communisme, l'anarchisme. Il en résulte une extrême variété des approches, la définition des idéologies, les analyses des partis, des mouvements, des pratiques quotidiennes, de la gestion de la "fonction politique" limitée aux domaines d'intervention possible, la commune et le département.

Dans tout titre les mots les plus courts sont parfois essentiels. La conjonction de coordination "et" sert habituellement à lier deux parties du discours. Mais les traitements des Varois, puis du socialisme, ne sont pas séparés. Ici, "et" exprime le rapprochement, et non l'addition de deux parties de nature différente. Par "et", j'entends introduire l'idée d'une confrontation permanente, d'une réciprocité, et aussi d'une interruption possible.

Pourquoi les années 1920-1935 apparaissent-elles comme les bornes ? Mes connaissances et mes interrogations débordent largement vers le début du XXe siècle et jusque dans les années 1950. Souvent les explications se trouvent en amont et les prolongements permettent de mieux comprendre. Ces limitations s'expliquent par des raisons de bonnes amitiés avec d'autres historiens, Yves Rinaudo ou Jean Masse avant 1914, Jean-Marie Guillon après 1939. Nous avons travaillé en parfait compagnonnage et je m'en félicite. Le souci de l'unité de l'approche apparaît aussi fondamental. Mon étude commence par une double défaite socialiste (élections législatives de 1919, perte de la présidence du Conseil général) ; elle s'achève par les lendemains incertains d'une autre défaite, la scission de la fin de 1933 dans un socialisme qui avait reconquis et affermi son hégémonie politique et culturelle dans la société varoise.

• Un cadre général pour ce Var rouge.

Le Var connaît de lentes mutations. La progression démographique, conséquence de la présence étrangère et de l'apport migratoire venu d'autres régions françaises, ne profite qu'aux zones actives, urbaines et méridionales. L'activité agricole essentielle, la viticulture, rend les agriculteurs dépendants du marché et des interventions politiques qui peuvent en modifier les règles. Les industries principales, concentrées dans la région toulonnaise, restent soumises aux commandes de l'Etat. Le rapport constant à la politique caractérise la vie quotidienne du département. Les clivages et les facteurs d'unanimité y coexistent depuis longtemps. Ils convergent dans la conquête de l'hégémonie par le socialisme s'identifiant au Var rouge.

Voilà résumée la démonstration qui ne figure pas dans l'ouvrage mais dans ma thèse. Celle-ci se subdivise en quatre volets : la connaissance des composantes du peuple varois, l'examen des faits politiques et de leurs rapports avec les structures sociales, les moyens de la domination des socialistes, les principaux rapports entre socialistes et milieu local. L'élection législative de 1936 permet alors d'apprécier l'ampleur d'une implantation dans un épanouissement électoral de la

gauche avec partage inédit des bénéfices avec les communistes.

J'ai réduit d'environ la moitié le manuscrit de ma thèse. Plutôt que de comprimer l'ensemble et de restituer un résumé, j'ai préféré supprimer le volet social de la démonstration pour conserver la partie politique abordée dans son rapport avec les composantes sociales.

• La reprise de la vie politique après la première guerre mondiale dans un Var républicain et socialiste.

Le conflit finissant, la vie politique et syndicale reprend. Les structures syndicales renaissent dans tout le Var avec souvent un regain de militantisme, révélé lors du 1er mai 1919. Les socialistes reconstituent leurs organisations et préparent les diverses échéances électorales. Leurs divisions se révèlent non sur l'hostilité à l'intervention armée en Russie, mais vis-à-vis d'autres questions nouvelles, l'amnistie, les anciens combattants, la jeunesse et naturellement la Troisième Internationale. Ils perdent les élections législatives et cantonales, mais conservent mieux leurs positions municipales. Le Parti socialiste S.F.I.O. perd Draguignan ; de larges alliances lui permettent de gagner Toulon et La Seyne. Aux élections sénatoriales, marquées par la tournée d'adieu de Clemenceau, profitant des tensions dans le camp clémenciste, le socialiste Fourment gagne un siège en battant l'ancien député socialiste Vigne.

Ces parenthèses électorales se produisent alors que le mouvement ouvrier se développe en raison des dégradations des conditions de vie. Les syndicalistes minoritaires parviennent aux postes de responsabilités dans le département en février 1920. L'offensive gréviste arrive dans le Var. Après l'arrestation de dirigeants locaux, une grève générale commence le 6 mai. La forte dépendance vis-à-vis de l'Etat des secteurs industriels explique la répression, notamment à l'arsenal maritime (23 révocations). Il en résulte une chute des effectifs du syndicat et la marche vers la scission. Le débat se déroule au milieu des discussions sur la Troisième Internationale.

Pour les socialistes, les aléas électoraux font repasser au premier plan la question des alliances avec les forces républicaines qui heurtent de plein fouet l'évolution de la majorité du Parti socialiste S.F.I.O. vers la voie révolutionnaire. L'impact des analyses de Renaudel, favorables aux alliances, recule lentement. D'autres questions apparaissent : la révolution russe et l'amnistie notamment. Confrontés aux évolutions nationales et internationales, les socialistes, dans le Var, doivent choisir. A la différence de la situation française, le courant révolutionnaire reste minoritaire. Les amis de Renaudel partagent la majorité avec les centristes, forts surtout à Toulon. Le courant d'adhésion à la troisième Internationale reste composite. Après le congrès de Tours, une Fédération socialiste S.F.I.O. peut renaître.

La reconquête électorale de l'opinion se déroule dans les années suivantes. Contre le Bloc national, victorieux en 1919, des signes manifestent l'influence des idées socialistes : protestations contre le déplacement de Herpe, secrétaire de la Fédération socialiste S.F.I.O., victoire des mutins de la Mer Noire pour le siège de conseiller général dans le canton d'Hyères. Le succès aux élections législatives de 1924 confirme cette adhésion. Le socialisme canalise cette aspiration unitaire qui triomphe dans le cadre d'une alliance "rouge". Les radicaux-socialistes et les communistes préfèrent l'isolement politique. Par la suite, cette prééminence électorale socialiste S.F.I.O. se confirme, sauf à Toulon, où l'alliance protège le "rouge" Brémond, alors que la municipalité est administrée par le Parti socialiste S.F.I.O.. Avec l'introduction du scrutin d'arrondissement, quatre députés socialiste S.F.I.O. l'emportent en 1928. En 1932, retour à la situation de domination totale, les cinq élus se réclament de ce Var rouge, dont quatre socialistes S.F.I.O..

La question des relations avec les radicaux-socialistes ne cesse de se poser et se traduit, lors

des élections sénatoriales, par des alliances, permettant la réélection de Fourment et celle du radical-socialiste Renoult. Les analyses de Renaudel, favorables à de telles coalitions, se trouvent confortées par ces succès. Après la scission néo-socialiste de 1933, la plupart des élus suivent le Parti socialiste de France. La dispersion des électeurs socialistes permet au Parti communiste de placer deux candidats en position de futurs députés du Front populaire, aux côtés de deux socialistes S.F.I.O., tandis que la ville de Toulon repasse à la droite. Cette évolution résulte aussi de la crise qui frappe les productions agricoles et la population salariée, pour l'essentiel de l'Etat, touchée par les mesures déflationnistes. L'engagement à gauche des Varois dégage maintenant un communisme électoralement influent.

Le Var rouge et socialiste sur le plan électoral s'avère plus solide dans le Var intérieur agricole, aussi bien dans un corps électoral rétracté (Brignolles) que dilaté (Draguignan). Il s'élargit et se renouvelle dans la périphérie toulonnaise, présente des zones de faiblesse relative dans certaines zones viticoles et dans la région horticole et fruitière de l'Est toulonnais. Dans les communes rurales à diversification socioprofessionnelle, le socialisme tend à connaître une influence électorale dégradée, le plus souvent, au bénéfice du communisme. La présence ouvrière accroît souvent le vote à gauche et, pour les zones urbaines, fait progresser le civisme. Elle favorise, de façon non automatique, l'enracinement socialiste puis la progression communiste.

• Les assises du socialisme varois.

La fédération socialiste S.F.I.O., ses militants, ses luttes constituent l'axe principal. Les effectifs socialistes doublent entre 1921 et la scission néo-socialiste. Des dissidences, d'aspect localiste, marquent profondément (Saint-Zacharie, Salemes). Parmi les secrétaires des sections socialistes, souvent originaires des communes, d'âge croissant, les agriculteurs dominent. La Fédération du Var, sur le plan national, s'identifie, dès la fin des années 1920 avec les positions minoritaires de Renaudel. A partir de 1926, des divergences internes opposent les partisans de la majorité nationale du Parti aux amis du député du Var. Les élus conservent une grande autonomie. L'essentiel de l'énergie militante se concentre sur les campagnes électorales et laisse une faible place aux diverses autres initiatives. L'absence de presse fédérale, sauf en 1927-1932 dans le sud-est du département, place les socialistes sous la dépendance du Petit Provençal quotidien démocratique marseillais.

Renaudel exerce pendant une vingtaine d'années un patronage idéologique sur ces socialistes. Sa ligne intègre l'aspiration démocratique et l'alliance avec les couches moyennes pour la conquête du pouvoir politique sans modification des structures socio-économiques. Les socialistes varois donnent leur appui au dirigeant de la minorité du Parti socialiste S.F.I.O., particulièrement quand il demande la participation ministérielle conditionnelle, l'autonomie des fédérations et du groupe parlementaire ou quand il se rallie à la défense nationale. Autour du groupe toulonnais, se développe une minorité fédérale (un tiers au maximum des mandats) en accord avec les analyses nationales. Dans le processus de scission en 1933, la plupart des socialistes varois suivent Renaudel au nom de l'unité du socialisme.

La diffusion des valeurs socialistes se fait aussi dans d'autres formes de sociabilité. Celles-ci se substituent parfois à l'organisation partisane et interviennent dans les mécanismes de prise de conscience. Le cercle survit ou se transforme. Ce lieu de détente s'engage dans les luttes politiques, le plus souvent au bénéfice des forces de gauche, des forces rouges, du socialisme aussi bien dans les zones plus conservatrices (région de Saint-Maximin) que dans les fiefs avancés (canton de Calais). En ville, le cercle, plus éphémère, prend souvent une allure plus directement politique. Les

groupes de la Ligue des Droits de l'Homme, souvent confondus avec les sections socialistes, demeurent

ouverts. Ils jouent un rôle important dans la période de gel des aspirations unitaires et dans la mobilisation antifasciste. Leurs initiatives créent des occasions de contacts avec les autres courants de gauche. La Franc-maçonnerie et la Libre Pensée apportent au mouvement socialiste une approche plus individuelle, plus intellectuelle, fondée sur l'anticléricisme et la lutte laïque. Apparemment moins engagées, ces solidarités renforcent des liens profonds au-delà des simples militants et rendent plus difficile l'isolement résultant de la lutte politique. Le plus souvent, les actions de ces trois grands groupes se trouvent canalisées et mises en valeur par les militants socialistes varois.

Le socialisme dans le Var intervient sur le réel dans la gestion des affaires départementales. Dominant le Conseil général et les Conseils d'arrondissement, les socialistes apparaissent comme les principaux responsables du destin varois. Cette identification produit un type d'homme politique, ayant gagné la confiance pour une tâche particulière, limitée, mais mesurable et estimée. L'électorat rural, surreprésenté, est considéré par les socialistes comme décisif pour leur domination. A partir du milieu des années 1920, la gauche socialiste, conduite par le sénateur Fourment et par la cheville ouvrière, Lamarque, exerce une influence quasi hégémonique. Jusqu'en 1934, de façon irrégulière, une répartition des responsabilités permet à la minorité d'occuper des fonctions. Par la suite, la radicalisation politique impose le retour à l'exclusive pour les postes-clefs, avec quelques concessions aux communistes. Acte décisif, l'élaboration du budget détermine les grandes lignes : prudence, endettement croissant et augmentation progressive des impôts, au milieu des années 1930, pour financer les conséquences du choix touristique, amélioration des transports sans desservir la modernisation des campagnes. Les clivages politiques ne disparaissent pas dans les débats d'orientation. Les socialistes assument pleinement les domaines sociaux ou d'éducation. Ils paraissent peu à l'offensive sur les grands choix économiques. La majorité socialiste S.F.I.O. veille à préserver le plus possible de contacts confiants autour de sa politique. Alors que les inflexions entre politique nationale et orientation départementale restent lointaines, la période du Front populaire se traduit par une adéquation entre la politique gouvernementale et les intentions programmatiques de la majorité du Conseil. Le fait de détenir une large majorité dans les assemblées départementales oriente le socialisme dans une voie originale, intermédiaire, constructive, gestionnaire, responsable, condition nécessaire pour une identification exemplaire entre socialisme, Varois et intérêt généraux.

Les élections municipales constituent des relais essentiels pour que les socialistes puissent s'identifier à la société varoise. Les édiles assurent la pénétration des idées socialistes. Bien des clivages demeurent localement, mais la solidarité ne s'en trouve guère affectée. Le noyau radical-socialiste parmi les élus, majoritaire au lendemain de la guerre, s'effrite, rongé par la progression socialiste. Dès 1925, les édiles rouges représentent plus de la moitié tandis que les maires sont encore minoritaires. Les villes pèsent alors en faveur du socialisme. Quatre ans plus tard, en dépit de la perte de Toulon, la gauche socialiste devient majoritaire, d'où le poids électoral du nouveau parti socialiste, qui, lors de la scission de 1933, entraîne des élus. Seule Toulon s'ancre fortement à droite. La plus grande jeunesse distingue les élus de gauche et le Parti socialiste S.F.I.O. connaît un bain de jouvence renforcé. Le Var socialiste accorde une grande place aux cultivateurs et parmi les salariés, la part de l'Etat-employeur croît.

Ce Var rouge et socialiste de l'Entre-deux-guerres n'apparaît pas comme homogène. Cette domination épouse les méandres de la réalité sociale et historique de chaque commune. Le socialisme conquiert ses positions en investissant les domaines socialisés. Gérer le quotidien conduit nécessairement à mieux asseoir le socialisme, même s'il se divise. Ce département rouge à

majorité socialiste conserve pourtant ses grandes oppositions d'intérêts, Var intérieur, Var côtier, agriculture, tourisme. Perméables aux propositions diverses, les propositions socialistes ne relèvent pas de recettes toutes faites ou d'une politique d'ensemble. La place primordiale de l'élu, le rapport imposé par le mandat conduisent à libérer de grandes zones de fragilité pour cette domination du Parti socialiste S.F.I.O., qu'aggrave la scission de 1933.

• **Quelques regards sur les socialistes dans le cadre local.**

Caractère commun du socialisme urbain, le choix majoritaire fait en 1933 de rester au Parti socialiste S.F.I.O.. A Toulon, la force de la droite et la présence militaire conduisent au gauchissement ouvrier qui se répercute sur les positions socialistes. L'arsenal maritime rend l'ouvrier dépendant de l'Etat, alternativement protestataire et soumis. Les limites politiques restent imprécises et les perturbations se multiplient : groupes d'originaires, noyaux communistes, rapports particuliers entre un dirigeant, Escartefigue ou Victor Brémond, et la population. Au total, le lien entre socialistes et Toulonnais, distendu, se traduit par la perte municipale, défaite qui se produit alors que l'hégémonie socialiste atteint son maximum dans le département. A La Seyne, ville ouvrière par excellence, le socialisme dominateur, à base municipale, faute de pouvoir continuer son alliance traditionnelle, doit compter, à partir des années 1930, avec un communisme révélé. A Draguignan, en revanche, le poids des couches moyennes impose aux socialistes une pratique d'alliance naturelle, et le choix de ne pas suivre Renaudel dans la dissidence peut paraître paradoxal.

Dans les villages, en fonction des activités principales, les pratiques diffèrent. Par exemple, si le milieu penche à droite, comme à Carcès, il suffit d'une crise économique locale pour que le socialisme trouve sa chance. Les heurts socio-politiques avec les communistes s'exaspèrent dans une gestion municipale génératrice d'une profonde crise de la politique locale.

Dans cette rencontre entre une société et le socialisme, dans cette analyse des mécanismes d'une implantation conduisant à une hégémonie, les diverses voies explorées nous conduisent à penser que le phénomène proprement idéologique ne se confond pas avec l'ensemble des manifestations politiques du mouvement. Des structures tendent à créer des rapports consensuels limités. Les individus occupent une place privilégiée. Bien que la délégation de pensée soit la règle, en dernière analyse, les militants décident. Pouvons-nous en déduire que le Var présente le caractère parfait d'une implantation politique réussie ? L'absence de fortes corrélations entre les différents éléments nous prépare à considérer que, sous une apparente homogénéité, se dissimulait des rapports d'une nature différente entre société et politique. Nous en avons fixé les principaux types de nature historique, socioprofessionnelle ou idéologique. Nous avons souligné les variantes spatio-temporelles (les productions, les activités, les difficultés conjoncturelles) qui mettent en valeur les accélérations de nature politique ou personnelle dans un environnement amplement dépendant de la présence étatique.